

## Les coulisses de l'exploit(ation)

Christian Barsoc, *Rouge* n°1604, 22 septembre 1994

Pendant toute cette campagne, il faudra avoir l'oreille fine pour ne pas manquer les couacs dans l'harmonieuse musique de chambre sociale que va nous interpréter le trio Balladur-Chirac-Delors. Aucun de ces mélomanes n'a intérêt à sortir l'artillerie lourde et à mettre sur le devant de la scène les projets qui se trament en coulisse et qui risquent bien de nous tomber dessus au lendemain des élections. Heureusement, il y a des fausses notes.

Cette semaine, *Libération* du 12 septembre a ainsi publié des extraits des dépositions de hauts fonctionnaires devant la commission animée par Minc sur les « défis économiques et sociaux d l'an 2000 ». Prenons par exemple Isabelle Bouillot. Elle est à la fois directrice du Budget et aussi, nous apprend *l'Expansion* parue le même jour membre du club delorien Clithène. Or, que déclare-t-elle devant la Commission sans savoir, on s'en doute, que ces propos seraient reproduits dans la presse. Ceci : « *On ne peut continuer à vivre avec le même niveau de protection sociale, de prévoyance et affronter de manière efficace et équitable la concurrence internationale* ». Et, ne nous y trompons, c'est ce qu'il a dans ces milieux de plus à « gauche », car ce discours est prétendument tenu au nom des exclus, que l'on cherche à opposer aux salariés. Tout serait d'ailleurs à citer, même si la palme revient au préfet Bertrand Landrieu, qui a gagné un abonnement aux *Cahiers du féminisme* avec cette formidable brève de comptoir : « *faut-il admettre l'activité professionnelle des femmes comme un état de fait sur lequel il n'y aurait pas à revenir ?* », compte tenu de leurs « *handicaps sur le plan de la formation et de la mobilité* » !

Tout ce petit monde est au fond assez indifférencié, de Champsaur, directeur de l'Insee, qui s'obstine (« *on a échoué sur la proposition de revenir au Smig, il faut recommencer* » à de Foucauld (autre delorien fameux) qui se résigne : « *il faut poser la question des règles d'évolution du Smic* ». Ces propos auraient dû faire la une de tous les journaux, ne serait-ce que pour leur vulgarité exemplaire, mais il semble bien que l'on peut aujourd'hui raconter n'importe quoi.

Pas tout-à-fait, car il y a quand même eu des réactions à l'interview de Bon, directeur de l'ANPE, dans *Les Echos* du 15 septembre. La phrase qui a fait tilt est la suivante : « *La collectivité n'est-elle pas en droit* » de proposer au chômeur « *d'accomplir une tâche d'intérêt général en échange de son indemnisation ?* ». La CGT et FO ont protesté, mais le RPR s'est déclaré intéressé. Voilà donc le social tel que l'entend Chirac ! Quand on met bout à bout ces propositions, qu'il s'agisse des ateliers publics proposés par Bon, des domestiques de Balladur (un employé au Smic à plein temps payé ne reviendrait qu'à 2478 F par mois), ou encore l'idée d'un quota de Rmistes dans chaque entreprise, on comprend mieux ce que la bourgeoisie a derrière la tête : une abominable régression sociale, destinée à encadrer les exclus en leur dispensant une aumône conditionnée à leur soumission.

C'est une autre formule de Bon qui résume sans doute le mieux cette vision du monde : « *pour beaucoup d'entreprises, un salarié non qualifié ne vaut pas les 10000 F par mois qu'il coûte* ». Alors, comme Monsieur Michel Bon vient de porter plainte pour diffamation contre la direction nationale de la CFDT-ANPE, c'est avec beaucoup de précautions oratoires que nous concluons en le remerciant pour ses propos d'une fulgurante inhumanité. Ils nous mettent en alerte, pour aller débusquer derrière les discours électoraux, les intentions et les fantasmes inavouables.